EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 26 juin 2018

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 100 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Frédéric BOUSQUET représenté par Solange BIAGGI - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandra DALBIN représentée par Kheïra ZENAFI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Jean-Claude DELAGE représenté par Nathalie FEDI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Bernard JACQUIER - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Vincent GOMEZ représenté par Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE représenté par Alain CHOPIN - Eric LE DISSES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Louisa HAMMOUCHE - Marie-Louise LOTA représentée par Daniel HERMANN - Bernard MARTY représenté par Marc POGGIALE - Florence MASSE représentée par Eric SCOTTO - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Isabelle SAVON - Gérard POLIZZI représenté par Lisette NARDUCCI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Michel AZOULAI - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Albert LAPEYRE - Patrick VILORIA représenté par Marie-Christine CALATAYUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick Mennucci - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Jean ROATTA - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

VU 044-265/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement et approbation de l'avenant 20 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 18/16468/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° 07/1455 en date 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

La concession présente au 31 décembre 2017 le bilan opérationnel suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dans 12 immeubles : 27 logements ont été revendus à ce jour,
- 94 logements livrés dont 43 étaient sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement.

Sur les 75 immeubles inscrits, 55 ont été traités.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2017 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2017, ont été réalisés :

- 7 traverse du Prieur (13015) : acquisition amiable pour un montant de 200 000 euros.
- 36 rue du Bon Pasteur (13002) : prise de possession du dernier lot pour un montant de 34 000 euros.
- 11 Battala (13003) : ordonnance d'expropriation rendue le 5 mai 2017.

Procédures publiques :

- Des arrêtés liés au péril ou à l'insalubrité ont été pris en 2017 :
 - 3 Boulevard Burel (13003) : un arrêté de péril imminent pris en mars ordonnant l'évacuation des occupants sans droit ni titre puis la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité le 23 novembre 2017 suite à la démolition de l'immeuble par Urbanis.
 - 30 rue du Bon Pasteur (13002) : arrêté de péril imminent le 20 décembre 2017 avec évacuation et relogement temporaire des locataires concernés.
- L'aboutissement d'une procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires du 11 boulevard Battala (13003) : ordonnance d'expropriation en mai 2017 au profit d'Urbanis Aménagement.
- Des immeubles sous procédure de restauration immobilière : poursuite du pilotage et de l'animation de l'Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur les immeubles situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille. Saisine du Préfet fin 2017 pour la demande d'ouverture des enquêtes parcellaires préalable à la cessibilité des immeubles même si des travaux doivent être engagés en 2018 sur les 4 immeubles.

Relogements

En 2017, le dernier propriétaire occupant de l'immeuble situé 36 rue du Bon Pasteur (13002) a été définitivement relogé ce qui a permis de vider entièrement l'immeuble.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2017, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Pour rappel, 51 lots ont été acquis dans ce cadre depuis le début de la concession.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14ème arrondissement :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2017, les actions les plus importantes ont été :

- la participation active à l'assemblée générale du 15 mars 2017,
- l'aide au Conseil Syndical dans le cadre de la consultation pour la mise en concurrence du syndic (cahier des charges, analyse offre, réception des candidats),
- la réalisation d'un film sur les actions menées dans la copropriété.

Travaux

En 2017, 9 sites ont fait l'objet de travaux :

- 3 chantiers sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement :

- 34 rue du Bon Pasteur (13002) : chantier en cours pour la livraison de plateaux à aménager,
- 4b rue Duverger (13002) : travaux de réhabilitation de locaux bruts réceptionnés en décembre 2017,
- 3 boulevard Burel (13003) : démolition du bâtiment, mise en état des sols, clôture et réalisation d'une fresque en collaboration avec l'association qui sera bénéficiaire du terrain ainsi libéré. Les travaux ont été réceptionnés en octobre 2017.

- 2 chantiers sous maîtrise d'ouvrage de bailleurs sociaux (fonciers ayant fait l'objet de DUP) :

- le site de la RHI Lyon/Séraphin (13015) : Nouveau Logis Provençal a livré une opération de 30 logements sociaux,
- 270 avenue Roger Salengro (13015) : travaux de création de logements sociaux en cours par LOGEO méditerranée.

- 4 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privée ayant fait l'objet de cessions avec cahier des charges :

- 6 traverse Antoine Caria (13015) : 1 logement à créer (maison de ville).
- 3 rue Roger Schiaffini (13003) : 4 logements locatifs.
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : 2 logements locatifs.
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : 7 logements locatifs

Cessions

Les cessions en 2017 concernent les adresses suivantes :

- 31 avenue Pelletan (13002) : vente de tous les lots d'habitation à un particulier (4 logements).
- 6/8 rue Desaix (13002) : vente de 2 logements déjà loués.
- 32 rue du Bon Pasteur (13002) : vente de 3 logements.
- 80 bd National (13003) : vente d'1 logement à un particulier.
- 50 rue Félix Pyat (13003) : vente d'un local à une association.
- 78 rue de la Belle de Mai (13003) : vente de 2 lots réhabilités à un particulier.
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : vente de 2 logements à réhabiliter.
- 23 rue Antoine Donaz (13015) : vente de 2 logements réhabilités.
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : vente de l'immeuble entier.

La commercialisation par lots des biens acquis dans le cadre de la concession (en remplacement d'une vente en bloc) a permis une accélération des ventes et engagements courant 2017. L'objectif de céder la totalité des biens acquis d'ici la fin de la convention devrait être rempli.

Etudes

- Domaine Duverger (13002) : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B.

Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé en 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Au cours de l'année 2017 :

- La totalité des lots ont été attribués courant 2017 par une commission composée à cet effet,
- Urbanis Aménagement a par ailleurs rédigé avec les services fonciers de la Ville les cahiers des charges de cession,
- Le concessionnaire a également assisté les futurs propriétaires dans le montage de leurs dossiers de permis de construire qui ont tous été accordés en 2017,
- Urbanis Aménagement a enfin assisté la Ville pour la convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui devait aboutir au vote de travaux en parties communes concernant la toiture d'un local.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un îlot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 bd Burel 13003). La dernière version de l'étude a été rendue en juillet 2017. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres. En attendant, l'immeuble situé 3 bd Burel a été démoli par le concessionnaire et une convention d'occupation précaire a été signée avec l'association mitoyenne « la Fraternité » qui gèrera le terrain et y aménagera des équipements légers et démontables pour enfants et adolescents.

Travaux d'office

Il n'y a pas eu de travaux d'office en 2017.

A ce stade d'avancement de la concession, au regard des dossiers complexes encore en cours et qui devraient n'aboutir qu'en 2019, une prorogation de la durée de la concession d'un an s'avère nécessaire (jusqu'au 31 décembre 2019). En effet, cette année supplémentaire devrait permettre :

- la commercialisation et la revente de l'intégralité des biens acquis dans le cadre de la concession,
- l'aboutissement des procédures contentieuses encore en cours et des déconsignations dans le cadre des expropriations,
- le suivi des cahiers des charges après revente,
- le suivi et l'animation d'opérations complexes comme la RHI/THIRORI Bon Pasteur (13002),
- l'assistance auprès de la copropriété du Mail G encore fragile.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 joint en annexe.

Il s'agit également d'approuver l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2019 et joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2019. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 1 341 616 euros et sont quasiment conformes aux prévisions qui les estimaient à 1 300 406 euros.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 127 550 euros soit un taux d'avancement de 84% par rapport au prévisionnel final. Le poste le plus avancé est logiquement celui des acquisitions de terrains et immeubles bâtis (92%) et de ses frais annexes. Le poste le moins avancé est celui des travaux avant recyclage et réhabilitation. En effet, un certain nombre de chantiers importants et coûteux sont actuellement en cours.

Au terme de la concession en décembre 2019, le montant prévisionnel des dépenses atteint 20 265 513 euros. Il est en hausse de 0,3 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2016 ce qui est dû notamment à une hausse des dépenses du poste travaux et une hausse de la rémunération

consécutives à la prorogation d'une année. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (30%), « travaux d'aménagement » (5,5%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « honoraires sur travaux » (2,5%), « travaux de reconstruction et de parking » (22%), « frais annexes » (3,5%), « rémunération Urbanis Aménagement » (28%) et « frais financiers » (0,1%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 1 267 030 euros. La participation du concédant à l'équilibre du bilan en 2017 de 37 924 euros a été versée début 2018. Le CRAC au 31 décembre 2016 prévoyait des recettes à hauteur de 1 502 898 Euros. Cette baisse s'explique essentiellement par le report de cessions initialement prévues en 2017. Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 7 689 935 euros soit un taux d'avancement de 74 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont les postes autres produits (93%), cession d'immeubles (91%), subventions (84%) et cession de terrains (71%). Les postes les moins avancés sont les cessions de lots réhabilités (31%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions de lots, elles se poursuivront en 2018 avec notamment la vente des 10 logements sur le Bvd des Italiens (13015). Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 Bvd Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Au terme de l'opération en décembre 2019, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 362 577 euros en hausse de 3% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 027 071 euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Malgré la prorogation du délai de la concession d'une année, la participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée à 10 287 924 euros grâce à une trésorerie estimée bénéficiaire à fin 2020.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2017 une participation du concédant de 10 000 000 d'euros soit 97 % du total des versements prévus. La participation 2017 de 37 924 euros a été versée par la Métropole début 2018. Le versement du solde de la participation interviendra en 2018 pour un montant de 250 000 euros. Il n'est pas prévu de participation du concédant en 2019.

Solde de trésorerie brute

Fin 2017, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 643 476 euros, inférieur au prévisionnel du CRAC 2016. Les recettes ont été inférieures au prévisionnel et les dépenses légèrement supérieures.

Avenant 20 à la convention de concession

Il est nécessaire d'approuver un avenant n°20 à la convention de concession pour proroger la durée de la convention de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019, et ce à participation à l'équilibre du bilan inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement – Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} Joliette et Arenc, 3^{ème}, 4^{ème} Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements et l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession..
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement et l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Métropole Aix-Marseille-Provence
VU 044-265/18/CT

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC